

Les États-Unis bombardent un hôpital : morale médiatique à deux vitesses

**Lorsque le 30 septembre des avions de combat russes sont entrés en action contre l’EI (l’État islamique) et ont bombardé les premières cibles en Syrie, la propagande anti-russe a commencé du côté de la presse occidentale. Tout de suite, la Russie a été accusée de ne pas vraiment combattre les positions de l’EI, mais de viser et de tuer des civils lors de ses attaques aériennes. Une fois de plus, le jugement accablant sur la Russie était fixé avant même que les accusations soient remises en question et vérifiées en tenant compte de la prise de position adverse.**

Lorsque le 30 septembre des avions de combat russes sont entrés en action contre l’EI (l’État islamique) et ont bombardé les premières cibles en Syrie, la propagande anti-russe a commencé du côté de la presse occidentale. Tout de suite, la Russie a été accusée de ne pas vraiment combattre les positions de l’EI, mais de viser et de tuer des civils lors de ses attaques aériennes. Une fois de plus, le jugement accablant sur la Russie était fixé avant même que les accusations soient remises en question et vérifiées en tenant compte de la prise de position adverse. Nous avons traité ce sujet en détail dans notre émission du 3 octobre. On ne rate aucune occasion de dénigrer le président russe Vladimir Poutine.
Mais quand il s’agit des États-Unis, ou du président américain Barack Obama, les médias informent de manière totalement différente. Ainsi la radiotélévision suisse, SRF, a rapporté le 4 octobre 2015 que 22 personnes ont été tuées dans un hôpital de l’organisation « Médecins sans frontières » lors d’une attaque à la bombe dans le Kunduz afghan. Au moment de l’attaque aérienne samedi, 105 patients et membres de leurs familles ainsi qu’environ 80 membres du personnel se trouvaient dans le bâtiment. SRF a expliqué que « Médecins sans frontières » va se retirer provisoirement de la ville, car l’hôpital ne serait « plus utilisable ».
SRF parlait d’une présumée attaque aérienne par les États-Unis. Les États-Unis ont confirmé des attaques aériennes près de l’hôpital, dont la cible aurait été des combattants des talibans. Dans une explication de l’OTAN il était question de « dommages collatéraux » possibles. Le terme militaire « dommage collatéral » désigne des dommages de toute sorte, occasionnés dans les environs de la cible, dommages en soi non désirés mais acceptés.
On voit ici très clairement que les médias pratiquent une morale à deux vitesses. L’hôpital d’une organisation de secours contenant plus de 180 personnes est véritablement bombardé pendant plus d’une demi-heure et on l’excuse par des dommages collatéraux possibles ! Ceci ne peut pas valoir comme excuse, comme le montrent les explications de « Médecins sans frontières »: A titre préventif, ceux-ci ont envoyé plusieurs fois à tous les protagonistes du conflit, les données géographiques exactes de leur installation, et ceci la dernière fois le 29 septembre. Quand l’attaque a commencé, ils ont par ailleurs de nouveau contacté les militaires américains et afghans; et pourtant le bombardement a duré encore plus de 30 minutes.
En outre le porte-parole des talibans aurait dit, je cite:
« Aucun de nos combattants n’était soigné à l’hôpital au moment de l’attaque. »
L’armée américaine était manifestement informée, et techniquement il aurait dû être facile d’éviter le bombardement de l’hôpital. Et malgré toutes ces indications extrêmement explicites - dont SRF et le reste de la presse occidentale sont au courant - il n’y a quasiment aucune critique contre les USA ni aucune parole négative sur Barack Obama. Et encore moins de condamnation, comme les médias occidentaux savent très bien le faire avec beaucoup moins d’indices. Ce fait est illustré par l’exemple du bombardement russe sur les positions de l’EI que nous avons présenté au début de cette émission.

Un autre exemple de cette information unilatérale des médias est apporté par la chaîne pour la jeunesse du groupe médiatique Al Jazeera, une chaine d’information arabe dont le siège est au Qatar. Celle-ci a comparé les accusations contre la Russie et les pratiques des États-Unis. La Russie envoie certes des tanks, des avions et des conseillers militaires, pour renforcer la défense d’Assad ; mais les États-Unis sont beaucoup plus que des spectateurs passifs. Des armes produites aux États-Unis finiraient en masse entre les mains de l’EI et d’autres groupes rebelles.
Mais les médias occidentaux dirigeants ne parlent pratiquement pas de cela et le condamnent encore moins. C’est pourquoi nous vous conseillons de regarder le reportage d’environ deux minutes et demie de la chaîne pour la jeunesse d’Al Jazeera sous le lien suivant. Nous vous souhaitons une bonne soirée.

**de Daniel D.**

**Sources:**

[www.kla.tv/5903](https://www.kla.tv/5903)

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#Syrie - [www.kla.tv/Syrie](https://www.kla.tv/Syrie)

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.